



## **Revue de presse des Sans-Chemise**

**- 27 janvier 2009**

*Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions des Sans-Chemise ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse des Sans-Chemise n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.*

*Bonne lecture !*

## **Comité communication- Sans-Chemise**

---

### **Radio-Canada (Québec), 27 janvier 2009 - Budget fédéral : Investissements souhaités**

Les attentes sont nombreuses et variées dans la région de Québec en prévision du budget fédéral qui est déposé mardi.

Les demandes du maire de Québec pour le budget sont les mêmes que lors des dernières élections fédérales. Il souhaite des investissements dans les infrastructures. « C'est tellement évident pour tout le monde, mais encore là, des fois je désespère parce que ce n'est pas payant politiquement, ce n'est pas visible, ce n'est pas gratifiant politiquement », dit-il. Le maire Labeaume accueillerait aussi favorablement des investissements pour le logement social.

Les entrepreneurs pour leur part réclament des baisses d'impôts pour les particuliers, précise Rémi Tremblay de la Chambre de commerce de Québec. « L'argent dans la poche des contribuables de la classe moyenne serait une bonne idée pour stimuler la consommation », souligne M. Tremblay.

La Chambre de commerce de Lévis se préoccupe pour sa part du chômage. Selon le président de la chambre, Mario Lévesque, Ottawa devrait abolir ou rembourser

la période d'attente de deux semaines avant que les chômeurs puissent toucher à l'assurance-emploi. « Est-ce que ces deux semaines là peuvent être remboursées? Ça pourrait être un bon début », fait-il valoir.

Cette mesure est vivement réclamée depuis plusieurs années dans Charlevoix, une région qui a connu une très mauvaise saison touristique l'été dernier.

\*\*\*\*\*

### **Les Affaires, 27 janvier 2009, Assurance-emploi : hausse de 12,3% des prestations**

Le nombre de prestataires ordinaires d'assurance-emploi a augmenté de 12,3% entre novembre 2007 et novembre 2008. Cette hausse représente 48 700 Canadiens, portant le nombre de prestataires en novembre 2008 à 506 320.

L'Ontario (28,2%), la Colombie-Britannique (24,6%), le Nunavut (21,9%) et le Yukon (21,3%) ont enregistré les hausses les plus importantes d'une année à l'autre.

Oshawa (99,1%), Windsor (57,9%) et London (46,5%) en Ontario sont les régions métropolitaines les plus touchées par l'augmentation du nombre de prestataires.

Au Québec, les données désaisonnalisées indiquent une hausse de 2,1% d'une année à l'autre et de 3,2% entre octobre et novembre 2008.

Le nombre de prestataires s'est accru de 15 300, ou de 3,1%, entre octobre 2008 et novembre 2008, en tenant compte de la désaisonnalisation.

Le nombre de bénéficiaires représente toutes les personnes qui ont reçu des prestations d'assurance-emploi du 9 au 15 novembre.

\*\*\*\*\*

### **CNW, 27 janvier 2009 - De nouvelles dépenses, des améliorations de l'AE et de la formation, une nécessité du nouveau budget, affirme le président des TCA**

"Au milieu d'une crise économique importante, le gouvernement fédéral doit injecter des milliards de nouveaux fonds publics pour stimuler l'économie

chancelante du Canada et apporter des améliorations attendues depuis longtemps à l'assurance-emploi (AE) ainsi que du soutien à la formation afin de protéger les Canadiens du recul de l'économie", a déclaré le président des TCA, Ken Lewenza.

"L'effritement de nos paramètres économiques fondamentaux est visible depuis des années, en particulier avec la disparition d'un bout à l'autre du pays d'emplois bien rémunérés faisant vivre des familles", a souligné M. Lewenza dans une déclaration prébudgétaire, lundi. "Lorsqu'il déposera son projet de budget demain, le gouvernement doit prouver aux Canadiens sa volonté de soutenir les travailleurs en ces temps de crise."

Outre le financement si nécessaire pour améliorer les infrastructures et lancer de nouveaux projets, il a aussi insisté sur la nécessité pour le gouvernement fédéral de soutenir les emplois canadiens en instaurant une politique d'achats sur le marché intérieur, laquelle devrait fixer un niveau minimum de contenu canadien pour les achats publics.

Les TCA exhortent le gouvernement fédéral à stimuler l'économie de façon soutenue en y injectant des montants équivalant à au moins 2 % du PIB, (ou un minimum de 30 milliards de dollars par an sur une période de 3 à 5 ans), ce qui va dans le sens des directives du Fonds monétaire international pour stimuler l'économie.

"Toute politique fédérale de stimulation de l'économie devra être stratégique et axée sur l'engagement de nouvelles dépenses et sur des mesures de sécurité du revenu afin d'améliorer l'AE et le soutien à la formation des travailleurs", a ajouté M. Lewenza. "Il n'est absolument pas opportun de proposer des politiques mal dirigées de réduction d'impôts qui se sont déjà avérées inefficaces."

M. Lewenza a déclaré que des mesures comme la réduction uniforme du nombre d'heures nécessaires pour avoir droit à l'AE à 360 heures dans tout le pays, la prolongation des prestations à 50 semaines, la suppression du délai d'attente de deux semaines et l'établissement du taux des prestations à au moins 60 % du dernier salaire feraient beaucoup pour stabiliser la demande des consommateurs au pays.

Des programmes accrus de soutien du revenu axés sur le perfectionnement des compétences et l'éducation, en particulier pour les travailleurs âgés, feront en sorte que les Canadiens gardent un niveau de vie décent tout en s'adaptant à l'évolution du marché de l'emploi, a affirmé M. Lewenza.

Il a souligné que la coalition des partis d'opposition, qui s'est formée dans les jours qui ont suivi la publication en novembre de la mise à jour financière, a contribué au changement de perspective radical du gouvernement fédéral. "La force progressiste de la coalition a exigé de ce gouvernement qu'il élabore une stratégie pour réagir au ralentissement économique actuel et pour aider les plus durement touchés - les pauvres et les chômeurs", a indiqué M. Lewenza.

Renseignements: Angelo DiCaro, communications, TCA, (416) 606-6311 ou John McClyment, communications, TCA, (416) 315-3202

\*\*\*\*\*

### **Radio-Canada, 27 janvier 2009, Finances publiques : Un budget attendu**

La région de l'Atlantique attend avec beaucoup d'impatience l'aide d'Ottawa pour financer ses projets d'infrastructures et ainsi relancer l'économie. Le ministre des Travaux publics, John Baird, a déjà annoncé que le budget de qui sera déposé mardi prévoit 7 milliards de dollars pour les infrastructures.

Selon Louis-Philippe Gauthier, président du Conseil économique du Nouveau-Brunswick, l'investissement dans ce secteur est prioritaire. « Je pense que de façon principale, il faut privilégier les investissements dans les infrastructures, accélérer les projets qui sont en place. Si on regarde ça en Atlantique, regardons le projet de Porte d'entrée de l'Atlantique, l'Atlantic Gateway, c'est un endroit où des fonds additionnels pourraient être placés », dit-il.

Plusieurs municipalités ont des projets « prêts à démarrer » pour répondre à des besoins de base. La municipalité d'Argyle, en Nouvelle-Écosse, par exemple, a des projets en matière d'égout et de parc industriel, indique le préfet Aldric d'Entremont.

L'Atlantique compte sur ces projets d'infrastructure pour créer de l'emploi. Depuis quelques mois, de nombreux travailleurs de cette région reviennent de l'Alberta, sans travail.

Lana Payne, présidente de la Fédération des travailleurs de Terre-Neuve-et-Labrador, affirme qu'il faut également faciliter l'accessibilité au régime d'assurance-emploi.

L'Atlantique compte aussi une importante industrie forestière, dont les difficultés font souffrir l'économie de nombreuses collectivités.

L'industrie de la pêche demande aussi l'aide d'Ottawa pour traverser la tempête économique. Les pêcheurs veulent, entre autres, un programme de rachat des permis de pêche.

\*\*\*\*\*

### **Statistique Canada, 27 janvier 2009 - Assurance-emploi : Novembre 2008**

En novembre, 506 320 Canadiens ont reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi, en hausse de 15 300 ou de 3,1 % par rapport à octobre, après avoir tenu compte de la désaisonnalisation.

Le nombre de Canadiens recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi s'est accru de 48 700 entre novembre 2007 et novembre 2008, en hausse de 12,3 %. Le nombre d'hommes ayant reçu des prestations ordinaires a progressé de 17,1 %, et le nombre de femmes ayant reçu des prestations ordinaires, de 6,1 %. Le nombre de prestataires ordinaires de l'assurance-emploi a augmenté dans tous les secteurs de compétence comparativement à l'année précédente. L'Ontario (+28,2 %), la Colombie-Britannique (+24,6 %), le Nunavut (+21,9 %) et le Yukon (+21,3 %) ont affiché les plus importantes hausses d'une année à l'autre du nombre de prestataires ordinaires d'assurance-emploi.

Le nombre de prestataires ordinaires de l'assurance-emploi a augmenté dans la plupart des régions métropolitaines de recensement au cours de la dernière année, les plus importantes augmentations d'une année à l'autre ayant été observées à Oshawa (+99,1 %), à Windsor (+57,9 %) et à London (+46,5 %).

**Nota :** Les données du programme des statistiques de l'assurance-emploi sont produites à partir de données administratives et peuvent de temps à autre subir l'effet de changements apportés à la *Loi sur l'assurance-emploi* ou aux procédures administratives. Le nombre de bénéficiaires représente toutes les personnes qui ont reçu des prestations d'assurance-emploi du 9 au 15 novembre. Cette période coïncide avec la semaine de référence de l'Enquête sur la population active pour novembre. Les prestations ordinaires versées représentent le montant total d'argent perçu par les individus durant le mois. Les comparaisons d'un mois à l'autre sont effectuées en utilisant les données corrigées

\*\*\*\*\*

### **La Tribune (Sherbrooke), 27 janvier 2009 - Rentrée parlementaire à Ottawa : Le Mouvement des chômeurs réclame davantage pour les sans-emploi**

Afin de stimuler l'économie de la région sherbrookoise, le Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie (MCCE) réclame que le gouvernement fédéral dépose aujourd'hui un budget qui rétablisse le caractère universel de l'assurance-chômage, avec des prestations plus élevées.

"En ce début de crise économique, il est temps d'améliorer l'accès, la durée et le niveau de couverture du régime d'assurance-chômage", fait valoir le coordonnateur du MCCE, Denis Poudrier. Le but est de contrer "rapidement la baisse du pouvoir d'achat de la population".

Depuis les réformes de 1990 et 1997, estime M. Poudrier, "l'économie de la circonscription fédérale de Sherbrooke est privée, chaque année de plus de 40 millions \$ qui ne sont plus versés à des sans-emploi".

"Aujourd'hui, à peine quatre personnes sur dix touchent de l'assurance-chômage suite à la perte de leur emploi", dit-il, tout en dénonçant les surplus cumulatifs de près de 60 milliards \$ en cotisations par rapport aux prestations accordées.

Le MCCE réclame en somme quatre mesures du gouvernement Harper: un seul critère d'admissibilité de 350 heures travaillées; un minimum de 35 semaines de prestations; des prestations d'au moins 60 % du salaire; et l'abolition des exclusions de plus de six semaines.

Albert Bérubé

\*\*\*\*\*

## **Le Nouvelliste (Trois-Rivières), 27 janvier 2009 - Quelle aide pour les chômeurs?**

En une seule journée, hier, plus de 60 000 suppressions d'emplois ont été annoncées par des grandes entreprises américaines!

Après le choc de Microsoft la semaine dernière, la liste noire s'est allongée du fabricant d'équipements lourds Caterpillar, du détaillant Home Depot, du télécommunicateur Sprint Nextel et même du géant pharmaceutique Pfizer, en conséquence de son projet d'achat de son concurrent Wyeth.

À n'en pas douter, l'hémorragie d'emplois s'aggrave chez nos voisins américains, avec un troisième mois consécutif d'au moins 500 000 emplois perdus.

Et de ce côté-ci de la frontière, de nombreux intervenants économiques et observateurs appréhendent de plus en plus l'impact de cette déroute du marché du travail aux États-Unis.

Les attentes sont ainsi de plus en plus grandes pour des mesures spéciales d'aide aux nouveaux chômeurs dans le budget fédéral qui sera publié aujourd'hui à Ottawa.

### **Programmes d'aide**

Au cours des derniers jours, et encore hier dans le mini-discours du Trône, le gouvernement Harper a signifié son intention de consacrer au moins trois milliards à divers programmes liés au marché du travail.

"Pour le moment, le Canada et le Québec en particulier sont moins affectés par la récession qu'aux États-Unis. N'empêche, c'est clair que le pire des pertes d'emplois reste à venir au cours des prochains mois", avertit Yves St-Maurice, économiste en chef adjoint au Mouvement Desjardins.

### **Mais à jusqu'à quel point?**

Le taux de chômage au Québec et en Ontario pourrait grimper d'au moins un point de pourcentage d'ici la fin de juin, jusqu'aux environs de 8,5 % dans les deux provinces.

En chiffre net, ça risque de se traduire par la perte additionnelle d'au moins 25 000 emplois au Québec et de 59 000 en Ontario, s'attendent les économistes de Desjardins.

Pour tout le Canada, c'est au moins 100 000 emplois qui pourraient être perdus d'ici la fin de juin. Ces pertes s'ajouteraient aux 34 400 emplois perdus durant le seul mois de décembre dernier, selon les plus récents chiffres de Statistique Canada.

### **Réponse rapide**

Le pronostic du marché du travail pour les prochains mois est à son plus sombre depuis de nombreuses années. Peut-être même depuis la difficile récession de 1991-1993. "Ce n'est pas encore une véritable crise de l'emploi, si l'on considère que le taux de chômage, même rehaussé à plus de 8 %, demeure bien inférieur au niveau d'environ 13 % d'il y a 15 ans", considère Yves St-Maurice.

"Toutefois, c'est la rapidité de ces pertes d'emplois au cours des prochains mois

qui risque de frapper le plus. D'où l'importance que les mesures d'aide dans le budget fédéral soient des plus rapides, afin de minimiser l'impact de la perte de revenus parmi les consommateurs."

Dans ce contexte, selon M. St-Maurice, le programme d'assurance emploi devrait bénéficier des premières mesures fédérales.

C'est d'ailleurs parmi les requêtes du principal regroupement syndicat au pays, le Congrès du travail du Canada (CTC).

Dans une missive pré-budgétaire, hier, le président du CTC, Ken Georgetti, a réclamé une bonification immédiate des prestations d'assurance emploi.

"Des gouvernements successifs à Ottawa ont accumulé un surplus gigantesque de 54 milliards dans la caisse de l'assurance-emploi. C'est le temps de l'utiliser alors que les travailleurs, qui ont contribué à cette caisse, en ont maintenant le plus besoin ", selon M. Georgetti.

### **Assouplissement des normes**

Pour l'économiste Yves St-Maurice, une bonification rapide de l'assurance-emploi pourra tout autant s'effectuer par un assouplissement de ses normes d'admission.

"Des mesures comme l'abolition temporaire du délai d'admission de deux semaines et la réduction de nombre minimal de semaines travaillées depuis un an auraient un impact immédiat. Elles seraient aussi moins coûteuses à long terme qu'une hausse des prestations, qui pourrait être difficile à rajuster après la récession", a indiqué l'économiste de Desjardins.

Même principe pour les programmes de formation professionnelle, ainsi que les mesures d'aide aux employeurs du secteur privé, selon leur secteur d'activité.

"La plupart des programmes requis existent déjà, notamment pour la formation d'appoint et la relocalisation des chercheurs d'emploi, selon Yves Saint-Maurice.

"Par conséquent, le plus utile pour l'économie à ce moment-ci, c'est de bonifier et d'accélérer ces programmes existants au lieu d'en créer des nouveaux qui pourraient prendre plusieurs mois sinon quelques années à se mettre en place."

La réponse au cours des prochaines heures, dans la capitale fédérale...

\*\*\*\*\*

## **CTC, 26 janvier 2009 - Une réforme immédiate de l'assurance-emploi s'impose : Georgetti dit que les surplus de l'AE doivent servir à améliorer les prestations et la formation en période de récession**

Le Congrès du travail du Canada affirme que le budget fédéral du 27 janvier doit réformer le Régime d'assurance-emploi de sorte que les personnes mises à pied touchent des prestations suffisantes pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille pendant la recherche d'un nouvel emploi.

« Les travailleurs et les travailleuses cotisent à l'AE croyant qu'ils toucheront des prestations lorsqu'ils en auront le plus besoin », affirme Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada. « Or, les gouvernements ont apporté des changements qui laissent un grand nombre d'entre eux dans le besoin. »

Les gouvernements qui se sont succédé ont accumulé un surplus énorme de 54 milliards de dollars dans la caisse d'AE en réduisant radicalement les prestations et en modifiant les règles d'admissibilité au cours des quinze dernières années. En 1996, les prestations hebdomadaires maximums étaient de 604 \$, exprimés en dollars courants. Le maximum actuel est de seulement 447 \$, et les prestations moyennes ne sont que de 335 \$ par semaine. En 2006-2007, seulement quatre sans-emploi sur dix, et encore moins de femmes, étaient admissibles à l'AE.

« Je demande au Premier ministre Harper et au ministre des Finances Flaherty de puiser dans les surplus d'AE pour garantir et améliorer les prestations en cette période de récession », ajoute Georgetti. « Les réserves pour les temps difficiles sont censées être là en temps difficiles. »

Le Congrès du travail du Canada, voix nationale du mouvement syndical, représente 3,2 millions de travailleuses et travailleurs canadiens. Le CTC réunit les syndicats nationaux et internationaux du Canada, les fédérations provinciales et territoriales du travail et 130 conseils du travail régionaux. Site web : [www.congresdutravail.ca](http://www.congresdutravail.ca)